

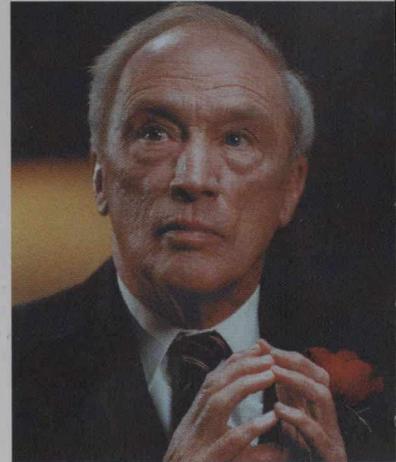
Trudeau et LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE DU CANADA



Le premier ministre Trudeau visitant un projet résidentiel à La Havane avec le président Castro, le 27 janvier 1976



Le premier ministre Trudeau effectuant sa célèbre pirouette lors d'une réception à Buckingham Palace à Londres, le 27 mai 1977



Pierre Trudeau, le 8 novembre 1993

photos : CANAPRESS

Nord-Sud. Durant les années 1970, il a continuellement cherché dans les relations internationales des moyens de réduire les disparités entre le "Nord" prospère et le "Sud" moins développé.

RELATIONS AVEC LES ÉTATS-UNIS

Les relations entre le Canada et les États-Unis ont été agitées pendant toute l'ère Trudeau. Selon Washington, les sources de friction comprenaient l'apparente sortie progressive du Canada de l'OTAN, et son approche conciliatoire à l'égard des adversaires de la guerre froide.

En Amérique latine, la politique étrangère du Canada divergeait nettement de celle de Washington en ce qui concerne la relation avec les États clients des États-Unis, comme le Chili, le Salvador et le Guatemala.

Dans les Caraïbes, le Canada a maintenu ses liens diplomatiques et commerciaux avec Cuba. Il a aussi condamné ouvertement l'action militaire des États-Unis contre la Grenade suite au meurtre du premier ministre lors d'un coup d'État avorté.

En ce qui concerne les relations économiques et commerciales, le désaccord reposait principalement sur les mesures canadiennes (peu efficaces dans l'ensemble) pour contrôler l'investissement étranger, l'imposition de taxes à l'exportation dans le domaine de l'énergie, les plaintes concernant la pollution atmosphérique transfrontière provenant des États-Unis, et les mesures visant à protéger les industries culturelles du Canada.

En dépit des tensions, la relation entre le Canada et les États-Unis est demeurée intacte. Toutefois, deux incidents au début des années 1970 ont démontré la vulnérabilité du Canada vis-à-vis de son voisin. En 1971, l'administration Nixon a cherché à résoudre ses problèmes de balance commerciale en imposant une surtaxe sur les importations.

En raison de toutes les incertitudes résultant des actions américaines, le gouvernement Trudeau a mis en oeuvre ce qu'on a appelé la « Troisième Option » — une politique étrangère par laquelle le Canada s'efforça de réduire sa vulnérabilité par rapport aux États-Unis en augmentant ses échanges commerciaux avec d'autres régions. Mais, malgré les accords commerciaux négociés par la suite avec le Japon et l'Europe, les liens entre le Canada et les États-Unis sont demeurés aussi étroits qu'avant.

Bien que le Canada soit demeuré au sein de l'OTAN, sa contribution est la plus faible de tous les pays membres.

L'INITIATIVE DE PAIX

À la fin des années 1970 et au début des années 1980, Trudeau est devenu de plus en plus inquiet au sujet des tensions accrues de la guerre froide. Il s'est montré particulièrement critique à l'égard de la réponse hostile de l'administration Carter à l'invasion de l'Afghanistan par l'Union soviétique.

En 1983, des chasseurs soviétiques ont abattu un avion de ligne coréen qui était entré dans l'espace aérien soviétique, et le président Reagan a qualifié l'Union soviétique d'« empire du mal ». Trudeau était convaincu que la situation politique allait bientôt être incontrôlable et qu'une confrontation des superpuissances approchait dangereusement. Des documents soviétiques dévoilés à l'époque post-communiste confirment que le gouvernement d'Iouri Andropov, dont l'état de santé s'était détérioré, soupçonnait les États-Unis de planifier activement une attaque.

Alors que son propre départ à la retraite se profilait à l'horizon, Trudeau chercha personnellement à favoriser le maintien de la paix : il visita les grandes capitales des deux côtés de la ligne de partage de la guerre froide, et proposa un train de mesures dans le but de réduire les tensions. Washington en fut irrité. Moscou et Beijing manifestèrent pour leur part un désintérêt poli. En fin de compte, Trudeau n'obtint aucun résultat concret. La tension diminua toutefois sensiblement suite au décès d'Andropov puis lorsque Gorbatchev tenta d'opérer un rapprochement, et davantage encore avec la constitution d'un gouvernement démocratique en Russie.

Lorsque Trudeau mourut, 16 années s'étaient écoulées depuis qu'il avait quitté ses fonctions publiques. De nouveaux événements avaient depuis complètement transformé la scène internationale, notamment la fin de la guerre froide, l'effondrement du communisme international, l'explosion de conflits ethniques en Europe, le libre-échange avec les États-Unis, et l'émergence de la Chine en tant que superpuissance économique. Avec du recul, ces événements semblent valider certaines des approches de politique étrangère de Trudeau tout en mettant en doute certaines autres. Toutefois, on ne peut contester l'empressement de Trudeau à s'interroger sur les opinions largement répandues, son dévouement à une politique étrangère indépendante pour le Canada, et son engagement à l'égard de la paix. ●—